

Bioéthique : où va-t-on ?

Article rédigé par *François Billot de Lochner*, le 16 mars 2018

Voilà maintenant deux mois que les Etats-Généraux de la bioéthique ont été lancés. Au démarrage de cette grand-messe politico-médiatique, il s'agissait de n'être pas dupe de ce qui risquait fort de ressembler à une mascarade, digne des plus grandes heures des « débats participatifs » comme la gauche les aime tant, et qui ont toujours fleuré bon, de l'Université aux municipalités, le centralisme démocratique de naguère : on discute (beaucoup), on écoute (très peu), et on tranche (de manière univoque).

Et pourtant. Le débat a eu le mérite, bon gré mal gré, d'être lancé, et on n'a jamais autant parlé, sur la toile ou dans les salons, de bioéthique.

Malgré le contrôle stalinien des organes officiels, des discours alternatifs percent : *Mediapart* note que les militants de la Manif pour tous (étiquette réductrice et bien commode, collée à tous ceux qui ne partagent pas la vulgate libertaire et progressiste) monopolisent débats et tables rondes ; une tribune de 350 professionnels de santé vient dénoncer la désinformation en matière de contraception ; le diocèse de Paris fait diffuser une brochure d'information sur la bioéthique à 120 000 exemplaires, etc...

Il faut s'en réjouir, mais sans sombrer dans l'optimisme béat du débat pour le débat. Les Etats-généraux de la bioéthique sont l'arbre qui cache la forêt. PMA et GPA ne sont que les chiffons rouges que les pseudo-experts agitent devant nos yeux pour nous permettre, démarche tout à fait écologique, de recycler nos bons vieux slogans datant de 2013. Derrière les apparences d'une gentille discussion sur la révision de la loi Léonetti, c'est tout un monde qui peut à chaque instant, insidieusement, s'ouvrir sous nos pas, fait de transhumanisme, d'intelligence artificielle, de manipulation génétique, bref, de tout ce qui vise à détourner la créature du dessein originel de son Créateur.

Alors oui, n'en déplaise à M. Delfraissy, président du Comité consultatif national d'éthique, qui pense le contraire, il faut rappeler, sans cesse et sans relâche, qu'il y a un bien et un mal, et que l'étude du droit naturel n'est pas un passe-temps pour intellectuels réactionnaires.

Ne lâchons pas le terrain !

François Billot de Lochner

Président de l'Association pour la Fondation de Service politique - Liberté politique